

Sécurité alimentaire et Intervention civile de paix

Les conflits violents, l'insécurité alimentaire et la protection des civils sont intrinsèquement liés, et l'un ne peut être traité efficacement indépendamment de l'autre. Une telle approche augmente les risques pour les populations touchées et réduit la valeur de tous les investissements programmatiques. Investir dans l'aide alimentaire n'a aucune valeur si cette aide ne peut pas atteindre les populations à risque. Nous avons besoin d'outils adaptables - comme l'Intervention civile de paix (ICP) - qui peuvent aider à traiter les différents types d'insécurité - physique, matérielle ou autre - qui sont interconnectés.

Introduction

Le dernier [Rapport mondial sur les crises alimentaires](#) a révélé un nombre stupéfiant de personnes souffrant de la faim, avec 281,6 millions de personnes confrontées à des « niveaux élevés d'insécurité alimentaire » dans 59 pays/territoires en 2023. L'année dernière, le nombre de personnes au bord de la famine a presque doublé. La majorité de ces cas sont directement liés aux conflits violents et à un manque d'accès humanitaire.

Les nombreuses façons dont les conflits violents perturbent les systèmes de marché et augmentent l'insécurité alimentaire sont bien documentées. Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, la réduction de l'accès humanitaire, l'inflation, la baisse de la production ou des importations, le déplacement et les défaillances des systèmes bancaires sont autant de causes bien connues. Pourtant, les dynamiques de sécurité des civils et les systèmes alimentaires perturbés sont souvent négligés.



Les vulgarisateurs en agriculture (membres de la communauté locale ayant suivi une formation spécialisée) enseignent aux autres l'agriculture et les moyens d'améliorer la sécurité de la communauté. Malakal, Soudan du Sud, 2023. ©NP

Aperçu : Les impacts des conflits violents sur la sécurité alimentaire

Production alimentaire et chaînes d'approvisionnement

- Les gens ne peuvent pas s'occuper de leurs fermes en raison des risques de tirs croisés ou de munitions non explosées.
- Les communautés ne peuvent pas accéder à leurs terres à des fins agricoles en raison de menaces de violence de la part de groupes voisins.
- Les conflits et l'accès réduit aux ressources en eau diminuent les rendements alimentaires.
- Les risques de violences physiques, de violence sexuelle et fondée sur le genre augmentent de façon exponentielle. En effet, les femmes qui tentent de planter ou de récolter sont exposées à des risques accrus de violence lors de ces activités.
- Les routes et les itinéraires commerciaux deviennent dangereux, tant pour le déplacement des ressources que des personnes.
- Les fournisseurs ou les commerçants ne se sentent pas en sécurité lorsqu'ils se rendent sur les marchés ou ne sont pas disposés à prendre le risque de transporter des marchandises susceptibles d'être pillées ou de faire l'objet d'extorsions en cours de route.
- L'accès humanitaire à l'approvisionnement alimentaire diminue en raison des désaccords entre les parties en conflit.

Accès à la nourriture

- Les individus peuvent ne pas se sentir en sécurité lorsqu'ils se rendent sur les marchés en raison de la distance, de l'emplacement, du risque de criminalité ou du risque d'attaque délibérée de la part des parties au conflit.
- L'insécurité fait que les transports publics cessent de fonctionner.
- Les banques cessent leurs activités car le personnel ne se sent pas en sécurité, ce qui réduit l'accès des civils à leurs ressources financières.
- Les membres de la communauté peuvent ne pas se sentir en sécurité lorsqu'ils se rendent aux points de distribution de nourriture (s'ils existent) en raison de dispositions de sécurité mal gérées ou de différends avec d'autres communautés.

La perturbation des chaînes alimentaires et le manque d'accès à la nourriture sont loin d'être les seuls problèmes - un cercle vicieux se met en place.

- La rareté des terres ou des ressources agricoles (comme l'eau) entraîne des violences intercommunautaires et intracommunautaires (qui sont souvent à l'origine de nouveaux déplacements).
- Les distributions alimentaires mal gérées attisent des tensions nouvelles ou existantes entre individus, groupes ou communautés.
- L'inflation des prix des produits de base entraîne une augmentation de la criminalité.
- L'accès réduit aux ressources alimentaires oblige les civils à prendre encore plus de risques pour leur sécurité personnelle et celle de leurs familles.
- Il est largement démontré que la réduction du pouvoir d'achat et les pénuries alimentaires augmentent de manière exponentielle les mécanismes d'adaptation négatifs et les risques de protection, en particulier pour les femmes et les enfants.

L'Intervention civile de paix comme outil de la sécurité alimentaire

Il est erroné et potentiellement préjudiciable de considérer la sécurité alimentaire comme un secteur d'activités qui, à lui seul, peut résoudre une crise alimentaire. Il ne suffit pas d'utiliser l'intégration de la protection de base et la sensibilité aux conflits comme outils d'atténuation des risques une fois que les activités de sécurité alimentaire ont déjà été décidées. Pour aborder efficacement la sécurité alimentaire, il faut s'attaquer en priorité aux causes profondes, c'est-à-dire au conflit qui a conduit à la violence. En pleine crise, la sécurité immédiate des communautés et des individus tout au long de la chaîne d'approvisionnement alimentaire doit également être une priorité. Cela permettra non seulement d'accroître l'efficacité des interventions décidées, mais également de soutenir la résilience des mécanismes d'approvisionnement existants ou alternatifs.

« Il y a des chauffeurs de camion et d'autres personnes tout au long de la chaîne d'approvisionnement qui ne se sentent pas en sécurité pour faire leur travail - donc même si nous disposons de toute l'aide alimentaire nécessaire, la famine ne pourrait pas être résolue tant que les gens ne se sentiraient pas en sécurité. »

- Nic Pyatt, Chef de mission Nonviolent Peaceforce au Soudan

À quoi cela peut-il ressembler dans la pratique ?

L'Intervention civile de paix (ICP) est l'une des méthodes déjà mises en œuvre dans les communautés confrontées à ces menaces interconnectées. L'ICP est une approche de la protection des civils – dirigée par et pour les civils – qui interrompt la violence immédiate et émergente, tout en s'efforçant de renforcer les mécanismes locaux de paix et de sécurité à long terme. L'ICP s'appuie sur l'établissement de relations et sur des modèles de sécurité basés sur l'acceptation, qui peuvent également faciliter les voies d'accès aux prestataires de l'aide matérielle.

La forme que prend cette approche dans la pratique dépend du contexte du conflit, ainsi que des besoins et du leadership des civils eux-mêmes :

- Au **Soudan** et **ailleurs**, les équipes de Nonviolent Peaceforce (NP) ont travaillé avec les communautés locales, les autorités et d'autres agences humanitaires pour étendre la portée des prestataires en aide matérielle. Grâce à la négociation communautaire et à l'établissement de relations, Nonviolent Peaceforce a facilité l'accès sécurisé à l'aide matérielle et aux prestataires lorsque cela n'était pas possible en raison des conditions de sécurité locales.
- Dans de nombreux pays, les femmes sont confrontées à des risques importants de violence lorsqu'elles plantent, récoltent et se déplacent d'un endroit à l'autre. Les Équipes de Protection Communautaire (EPC) de Nonviolent Peaceforce sont composées de membres de la communauté engagés et formés à l'ICP, dont de nombreuses femmes qui ont elles-mêmes été la cible de telles violences. Les Équipes de Protection Communautaire s'efforcent de mettre en place des stratégies visant à réduire la violence, notamment par des patrouilles, une présence protectrice et des négociations avec les acteurs armés souvent responsables des préjudices. Cela permet non seulement de réduire les risques de protection directe pour ceux qui s'engagent dans des activités de sécurité alimentaire, mais aussi d'améliorer l'inclusion et le rendement probable de ces activités agricoles.

- **Les équipes de Nonviolent Peaceforce** du monde entier se sont associées à des prestataires de la sécurité alimentaire et des communautés afin de réduire les risques de violence sur les sites de distribution. Grâce à sa connaissance approfondie des communautés, Nonviolent Peaceforce a fourni à d'autres agences humanitaires des analyses de sensibilité aux conflits et les a aidées à améliorer leur communication avec les communautés avant les distributions de nourriture, d'argent ou d'autres formes d'aide. Ces activités permettent une meilleure planification qui réduit la probabilité de conflit lors de l'activité et garantit la mise en place d'arrangements spécialisés pour les personnes à risque. Les équipes de Nonviolent Peaceforce soutiennent également les mécanismes de règlement des différends afin de désamorcer les tensions et les conflits sur les sites de distribution.
- Une partie du travail principal de Nonviolent Peaceforce consiste à mettre en place ou à renforcer les groupes de paix communautaires, à les préparer aux menaces potentielles et à surmonter les différends. Alors que les communautés sont confrontées à l'insécurité alimentaire, aux conflits fonciers et aux chocs climatiques, il est crucial de disposer de moyens solides pour résoudre les conflits potentiels avant qu'ils ne dégénèrent en violence ou qu'ils ne perturbent

Étude de cas – Comté de Nyirol, Soudan du Sud

Dans certaines régions du Soudan du Sud, la violence empêche les gens de se rassembler en toute sécurité sur les marchés - à la fois pour accéder à la nourriture et pour maintenir des moyens de subsistance indépendants. Pour remédier à cette situation dans le comté de Nyirol, Nonviolent Peaceforce a mobilisé des jeunes, les autorités locales, des détenteurs d'obligations et des dirigeants communautaires pour jeter les bases d'une Weapons Free Zone (WFZ - zone sans armes) dans la ville clé de Lankien. Divers efforts ont été déployés par des groupes communautaires pour faire accepter cette approche et les armes transportées sont désormais laissées aux endroits désignés par la police à l'extérieur de la WFZ. Cette mesure a permis d'accroître les échanges commerciaux, d'assurer un accès plus sûr au marché pour tous et d'améliorer la sécurité alimentaire dans la région.

Intégration de la protection lors de la distribution alimentaire. Mangateen, Soudan du Sud. Novembre 2020 ©NP



ICP et sécurité alimentaire : Principes clés pour la mise en œuvre

Pour avoir un impact et atteindre ceux qui en ont le plus besoin, les stratégies de sécurité alimentaire doivent intégrer les engagements de protection des civils et les objectifs de consolidation de la paix. L'utilisation des principes et pratiques de l'ICP permet d'atteindre ces objectifs. Ces principes peuvent être lus comme un ensemble de recommandations pour les décideurs politiques, les responsables de la mise en œuvre, les donateurs, les communautés et les autres acteurs des secteurs de l'humanitaire, du développement et de la consolidation de la paix.

1. Dirigée par les civils eux-mêmes et s'appuyant sur les atouts communautaires existants

Les communautés savent mieux que quiconque comment se protéger, quels changements sont nécessaires pour assurer leur sécurité, comment fonctionnent les systèmes de marché et quelles solutions créatives peuvent être appliquées à certaines situations. Les meilleures pratiques humanitaires doivent être centrées sur la conception dirigée par la communauté. Pourtant, trop souvent, ce n'est pas le cas, les agences humanitaires se contentant de contextualiser les activités mondiales en fonction de leur environnement opérationnel local.

Les projets financés doivent tenir compte du temps et des ressources nécessaires pour mettre en œuvre une approche véritablement communautaire et offrir une flexibilité programmatique plutôt que d'exiger des activités préétablies. La solution communautaire à l'insécurité de l'accès au marché peut aller de la mise à disposition d'un moyen de transport à des accords sur les armes, en passant par un accompagnement protecteur ou la modification des horaires et des lieux des jours de marché. Ces solutions ne peuvent pas être imposées à la base dans des cadres de projet rigides.

2. S'engager auprès des acteurs armés et les influencer

Les dispositions du droit international humanitaire et de la résolution 2417 du Conseil de sécurité des Nations Unies définissent les responsabilités minimales des parties engagées dans un conflit pour prévenir l'insécurité alimentaire induite par le conflit. Ces engagements juridiques doivent être respectés et la redevabilité de la communauté internationale à l'égard des acteurs qui violent ces normes est fondamentale. Comme mentionné ci-dessus, la présence de groupes armés a un impact sur la mobilité et la sécurité des civils, ce qui peut également provoquer et aggraver l'insécurité alimentaire.

Pour relever ces défis, l'engagement avec les acteurs armés aux niveaux local, national et international est essentiel pour renforcer les environnements de protection. En conséquence, les acteurs civils désireux de s'engager dans des négociations pragmatiques doivent acquérir les compétences et les ressources nécessaires pour le faire de manière responsable et en toute sécurité. Travailler avec les acteurs armés pour comprendre et mettre en œuvre des mesures pratiques qu'ils peuvent prendre pour prévenir et atténuer l'insécurité alimentaire est crucial.

3. Combler les lacunes programmatiques grâce aux approches du triple nexus

La réussite de la programmation de la sécurité alimentaire dépend de l'intégration de l'aide matérielle et du soutien aux moyens de subsistance à la programmation de la protection et de la consolidation de la paix. Les acteurs de la protection, de la paix et de l'alimentation doivent tirer parti de leurs forces respectives pour minimiser les lacunes dans la programmation, que ce soit au niveau des distributions ou des chaînes d'approvisionnement à plus long terme. Par ailleurs, la distribution de nourriture ne devrait pas non plus être la solution par défaut si des mesures rapides peuvent être prises pour

soutenir les systèmes de marché et/ou améliorer leur fonctionnement. Lorsque les distributions sont jugées les plus appropriées, une méthodologie provisoire, minimisant les risques de protection et garantissant la prise en compte des conflits, devrait être suffisamment financée/priorisée afin d'éviter de nouveaux cycles de violence et de marginalisation. En mettant l'accent sur la protection des civils dans la conception des programmes, les projets de sécurité alimentaire peuvent être plus rentables, mieux adaptés au contexte, plus durables et mieux à même d'absorber les chocs.

4. La prévention avant tout : l'investissement dans la protection et la paix comme antidote à l'insécurité alimentaire

L'investissement dans la prévention de l'insécurité alimentaire doit être diversifié et anticipatif. La programmation de la protection des civils peuvent interrompre les cycles de violence et prévenir l'exacerbation des risques de protection qui perturbent les chaînes alimentaires, à court et à long terme, avant même qu'ils ne se produisent. À plus long terme, nous devons également nous demander à quoi ressemble une sécurité alimentaire durable pour les communautés elles-mêmes et œuvrer à la création et au renforcement d'infrastructures alimentaires locales résilientes.

1. Dirigée par les civils eux-mêmes et s'appuyant sur les atouts communautaires existants

2. S'engager auprès des acteurs armés et les influencer

3. Comblent les lacunes programmatiques grâce aux approches du triple nexus

4. La prévention avant tout : l'investissement dans la protection et la paix comme antidote à l'insécurité alimentaire